L'économie insulaire résiste même si les contraintes s'accumulent

L'activité économique se montre résiliente

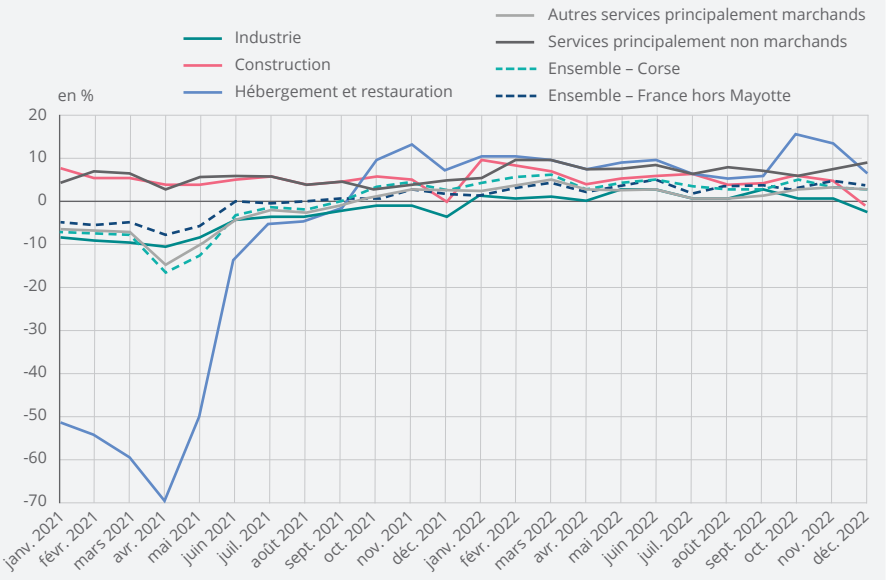
En 2022, au niveau mondial, national et régional, les différents chocs ont provoqué des déséquilibres. La crise sanitaire (Covid-19) est le premier bouleversement qui a impacté l'ensemble des territoires, puis la guerre en Ukraine et les tensions économiques sur les prix qui s'en sont suivies avec pour conséquence une inflation en hausse.

Pour autant, les économies nationale et régionale sont plutôt résilientes. En effet, le PIB au niveau national continue de progresser de 2,6 % en 2022 malgré un ralentissement. En Corse, l'activité économique régionale reste bien orientée. Après deux années au cours desquelles l'avant saison touristique est balayée par les mesures de restrictions de déplacements et de fermetures d'établissements, l'activité régionale retrouve une avant-saison dynamique dès avril 2022. La hausse du nombre d'heures rémunérées atteint alors 3,7 % par rapport au même mois de 2019, 4,4 % en mai et 4,9 % en juin ► **figure 1**. Les services principalement marchands dont l'hébergement-restauration contribuent alors aux deux tiers à la progression régionale ► **figure 2**. L'activité économique insulaire reste excédentaire par rapport à son niveau d'avant crise jusqu'à la fin de l'année dans tous les secteurs, même si une légère inflexion apparaît en fin d'année dans l'industrie (-0,2 % en décembre par rapport à 2019) et la construction (-0,1 %). C'est en arrière-saison, en lien avec une fréquentation touristique plus importante, que l'activité mesurée via les heures rémunérées surpasse le plus sont niveau de référence (+5,0 % en octobre).

Transports et fréquentation touristique renouent avec leur niveau annuel de 2019

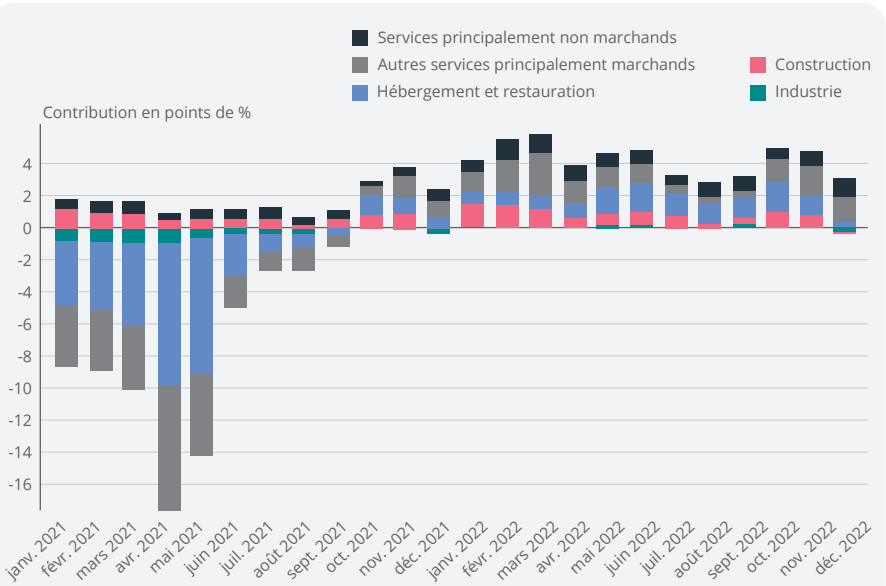
Avec une belle avant-saison estivale et une arrière-saison dynamique, le nombre de passagers hors croisiéristes accueillis au cours de l'année retrouve son niveau d'avant crise. En 2022, 8,3 millions de voyageurs ont transité dans les ports et aéroports de Corse soit un quart de passagers supplémentaires en un an. Le trafic aérien dépasse son niveau

► 1. Évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 par secteur – Corse



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Source : DSN – traitement provisoire, Insee.

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 – Corse



Notes : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Une évolution peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes, positives ou négatives. Ici, l'évolution des heures rémunérées par rapport à 2019 est décomposée selon ses contributions sectorielles. La somme de ces contributions (en points de pourcentage) correspond à l'évolution totale (en pourcent).
Source : DSN – traitement provisoire, Insee.

de 2019 tandis que le maritime, hors croisiéristes, reste légèrement en-deça. Les compagnies *Low Cost* poursuivent leur progression et les escales de croisières retrouvent leur affluence d'avant crise.

En lien avec l'afflux de voyageurs, l'activité des hébergements touristiques professionnels marchands croît et les chiffres d'affaires excèdent de 10 % ceux de 2019 à l'arrivée du printemps. Ils restent supérieurs à leur niveau d'avant-crise jusqu'en novembre excepté en avril où, par ailleurs, des difficultés de recrutements se font sentir notamment chez les hôteliers.

Avec 10,8 millions de nuitées, la fréquentation touristique dans les hôtels, campings et autres hébergements collectifs de tourisme (AHCT) atteint un niveau 1,2 % supérieur à celui de 2019. Les résultats des établissements hôteliers demeurent toutefois bridés par un déficit de clientèle provenant de l'étranger au profit des campings. Ces derniers sont les grands gagnants de la saison et demeurent le type d'hébergements marchands le plus plébiscité.

Les chiffres d'affaires des entreprises maintiennent leur progression

En 2022, les entreprises enquêtées par la Banque de France confirment une hausse de leur activité via leurs chiffres d'affaires (+6,5 % en un an). Les chiffres d'affaires déclarés à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) par les entreprises soumises à la TVA, corroborent cette nette augmentation (+14,6 % en un an). Les principaux contributeurs en sont les secteurs du commerce et réparations automobile et de la construction même si la croissance sectorielle la plus importante concerne l'hébergement-restauration. Une hausse des recettes régionales de TVA (+9,5 % en un an) est ainsi observée sur l'ensemble des secteurs d'activité interrogés mais des nuances existent entre eux.

En matière de dépenses d'investissement, la région poursuit un cycle haussier dans l'industrie et la construction dans un objectif de modernisation et de mise aux normes des installations. Dans les filières liées au Tourisme (Hôtellerie-Restauration et transport), les budgets sont réduits après les importantes dépenses réalisées en 2021. En 2022, les encours de crédits bancaires progressent encore de façon soutenue (+6,6 % par rapport à 2021), portés par les crédits à l'habitat et à l'équipement.

L'emploi et les créations d'entreprises retrouvent un rythme d'avant crise

En un an, l'emploi salarié augmente de 1,8 % et retrouve son rythme de croissance d'avant crise. En fin d'année, la région totalise ainsi 128 300 emplois.

Le secteur de la construction est confronté à une diminution du nombre de mises en chantier et des difficultés persistantes de recrutements. Il confirme néanmoins une croissance de l'emploi continue même en période de crise, et en progression de 1,3 % par rapport à 2021. Dans le tertiaire marchand, l'emploi en fin d'année dépasse de 2,2 % le niveau de 2021. L'hébergement-restauration contribue à l'embellie, tandis que dans le commerce la croissance des effectifs ralentit. L'emploi industriel régional se stabilise malgré une industrie agro-alimentaire qui marque le pas avec une diminution de 2,1 % des effectifs.

Avec 6 090 nouvelles immatriculations, la croissance des créations d'entreprises ralentit. Elle est portée par les micro-entreprises qui représentent 60 % de ces entreprises naissantes. Le secteur des services aux entreprises demeure le plus créateur. De l'autre côté, les défaillances d'entreprises reprennent après une suspension des procédures depuis la période Covid-19 mais demeurent inférieures de moitié à la moyenne sur la période 2010-2020.

L'embellie continue sur le marché de l'emploi

Au 4e trimestre 2022, la tendance baissière du taux de chômage, amorcée en 2015, se poursuit avec l'accalmie de la crise sanitaire et la bonne tenue de l'activité régionale. Le chômage s'établit à 6,0 % de la population active, un taux historiquement bas.

Le nombre de demandeurs d'emploi atteint son niveau le plus bas depuis le 3e trimestre 2014 avec 18 890 personnes inscrites à Pôle emploi en catégories ABC. Le recul annuel de 5,5 % s'explique notamment par la réduction du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A. De plus, cette évolution favorable concerne tous les profils. En particulier, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée décroît fortement. Si la tendance demeure positive sur le marché du travail, les dispositifs de politiques de l'emploi sont toujours mobilisés, l'apprentissage se renforce et le contrat engagement jeunes (CEJ) se déploie.

Le marché de la construction en berne

En 2022, les autorisations de construction de logements neufs continuent de progresser en Corse. Elles restent pourtant 4 % en retrait par rapport à leur niveau d'avant crise contrairement au territoire national où elles dépassent de 7 % ce niveau. Les mises en chantier continuent de se replier et demeurent inférieures d'un tiers à celles de 2019 (contre -4 % en France). Le recul des mises en vente de logements neufs amorcé trois ans auparavant se poursuit. De même, les ventes effectives se réorientent à la baisse, d'un tiers en un an, après avoir retrouvé en 2021 leur niveau de 2019. Le stock de logements neufs est le plus faible depuis 2010. Sur ce marché, les logements collectifs restent très majoritaires. Ils représentent 93 % des ventes et leur prix moyen au m² se rétracte de 3 % sur un an.

Le monde agricole réagit face aux contraintes

En 2022, les coûts de production continuent à augmenter et la sécheresse exceptionnelle se présente comme précoce et durable ; ces contraintes affectent l'ensemble des activités agricoles, y compris des cultures jusqu'ici préservées. En dépit de ces aléas, les productions phares de l'île, vins et clémentines, sont abondantes et de qualité. Les viticulteurs comme les agrumiculteurs anticipent les difficultés à venir, implantation de vignes en altitudes pour les uns, diversification par introduction de nouvelles variétés pour les autres. En revanche, Les oliviers et châtaigniers ancestraux souffrent du manque d'eau et les récoltes diminuent. De même, la situation est plus mitigée pour les productions animales, en proie à des difficultés structurelles récurrentes. Si les cheptels et la production laitière demeurent stables pour les caprins, ils se rétractent pour les ovins. ●

Déborah Caruso (Insee)

Confrontée à la persistance des restrictions sanitaires en Chine et à la guerre en Ukraine, l'économie mondiale a nettement ralenti en 2022

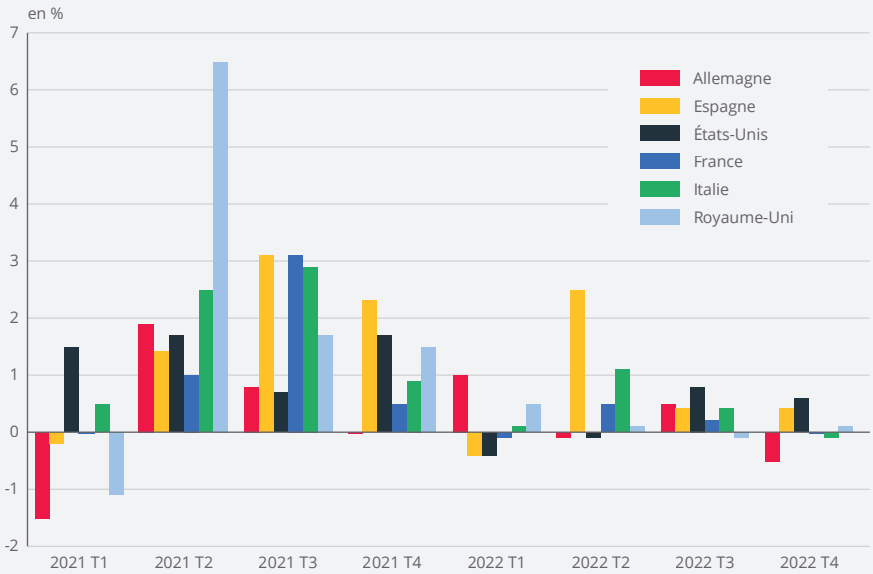
Au cours de l'année 2022, l'économie mondiale a été confrontée à de multiples contraintes, expliquant de fait le fort ralentissement de l'activité au fil des trimestres dans les principales économies ► figure 1. En premier lieu, la contrainte sanitaire a continué de peser sur l'activité mondiale : ce fut le cas en Europe au premier trimestre en raison de la vague épidémique liée au variant Omicron, mais aussi et principalement en Chine où, en conséquence de la stratégie « zéro-Covid », des confinements drastiques ont été imposés au cours de l'année, avant la levée complète des restrictions début décembre. De plus, le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février, a accentué le renchérissement des matières premières, notamment énergétiques, et fait craindre de nouvelles difficultés d'approvisionnement en Europe. La production manufacturière européenne a toutefois plutôt résisté au renchérissement des intrants énergétiques, avec un recul concentré sur les branches les plus énergo-intensives.

Les progressions du PIB enregistrées sur l'ensemble de l'année 2022 (de +1,9 % en Allemagne à +5,5 % en Espagne pour les principales économies européennes, +2,1 % aux États-Unis et +3,0 % en Chine) s'expliquent ainsi en grande partie par les acquis de croissance[1] élevés à la fin 2021, résultant du rattrapage post-covid au cours de l'année 2021.

En France, le PIB a augmenté de 2,5 %, après +6,4 % en 2021. Cette croissance ne dépasse l'acquis de croissance à fin 2021 que de 0,4 point : en trimestriel, le niveau du PIB au quatrième trimestre 2022 est à peine supérieur au niveau du quatrième trimestre 2021. Si la production manufacturière a résisté aux difficultés d'approvisionnement et au renchérissement des intrants, avec une activité en hausse de 1,0 % en moyenne sur l'année, celle de la construction,

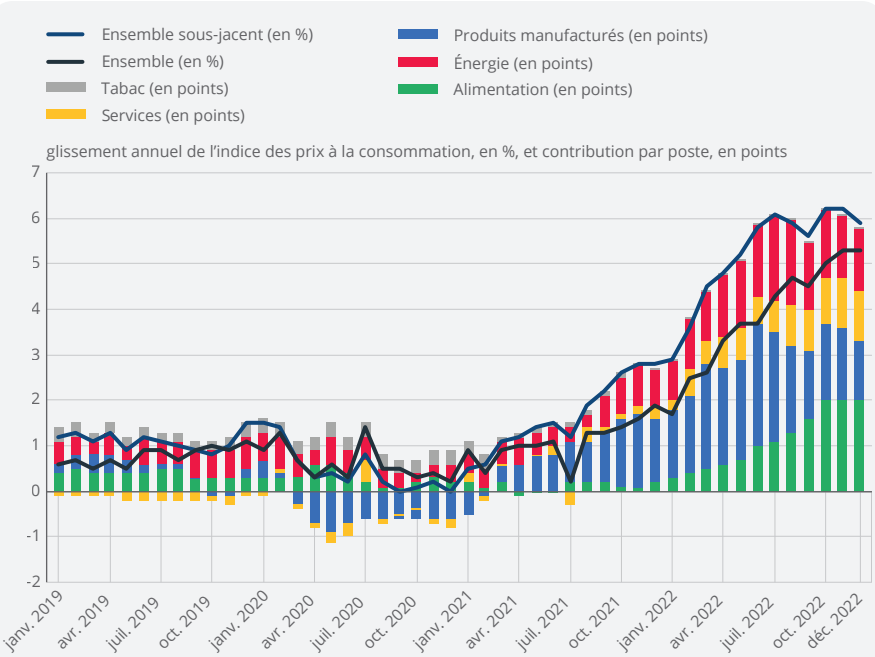
1 L'acquis de croissance du PIB pour 2022 fin 2021 correspond au taux de croissance du PIB entre 2021 et 2022 que l'on obtiendrait si le PIB demeurait jusqu'à la fin de l'année 2022 au niveau du dernier trimestre de 2021.

► 1. Variations trimestrielles du PIB dans les principales économies



Dernier point : quatrième trimestre 2022, données arrêtées au 30 mai 2023.
Lecture : au quatrième trimestre 2022, le PIB des États-Unis a progressé de 0,6 %.
Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

► 2. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : en décembre 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 5,9 % par rapport à décembre 2021 ; l'alimentation a contribué à cette hausse à hauteur de 2,0 points.
Source : Insee.

également soumise à de fortes difficultés de recrutement, a diminué de 0,2 %. En outre, la production d'électricité a été fortement pénalisée par de nombreuses maintenances de centrales nucléaires : l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » a ainsi diminué de 10,3 % en 2022 par rapport à 2021, contribuant pour -0,3 point à l'évolution totale de l'activité. Les services marchands, qui étaient restés affectés en 2021 par des restrictions sanitaires, ont bénéficié d'un potentiel de rattrapage important et ont crû de 4,5 % sur l'année.

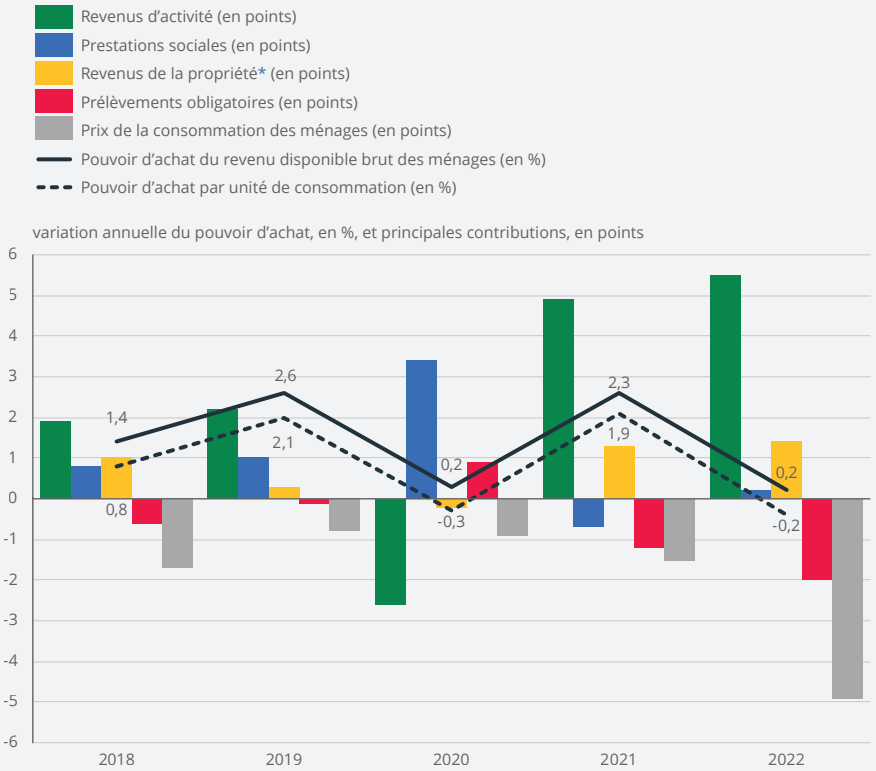
L'inflation, en forte augmentation, a rogné le pouvoir d'achat des ménages

Le contexte géopolitique a ainsi amplifié les tensions inflationnistes déjà présentes en 2021 à la suite de la reprise post-Covid. Les prix ont ainsi atteint en 2022 des niveaux très élevés dans les économies occidentales. L'inflation, en glissement annuel, s'est élevée jusqu'à 9,1 % aux États-Unis (en juin), 11,1 % au Royaume-Uni (en octobre) et 12,6 % en Italie (en novembre). En France, l'inflation se situait à 2,9 % sur un an en janvier 2022, tirée par les prix de l'énergie. Elle s'est progressivement hissée à environ 6 % sur un an en fin d'année, avec une diffusion à l'ensemble des produits de consommation, en particulier alimentaires ► **figure 2**.

Dans ce contexte de forte inflation, de nombreuses mesures ont été prises, pour en atténuer les effets sur les ménages, en tempérant les hausses de prix (bouclier tarifaire sur le prix du gaz et de l'électricité, remise à la pompe sur les carburants) mais aussi en soutenant leur revenu (revalorisations anticipées de nombreuses prestations, suppression de la redevance audiovisuelle, aide exceptionnelle de rentrée scolaire). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a été quasi stable en moyenne 2022, soit +0,2 % ► **figure 3**, après +2,6 % en 2021. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des effets démographiques, a quant à lui légèrement diminué en 2022 (-0,4 %).

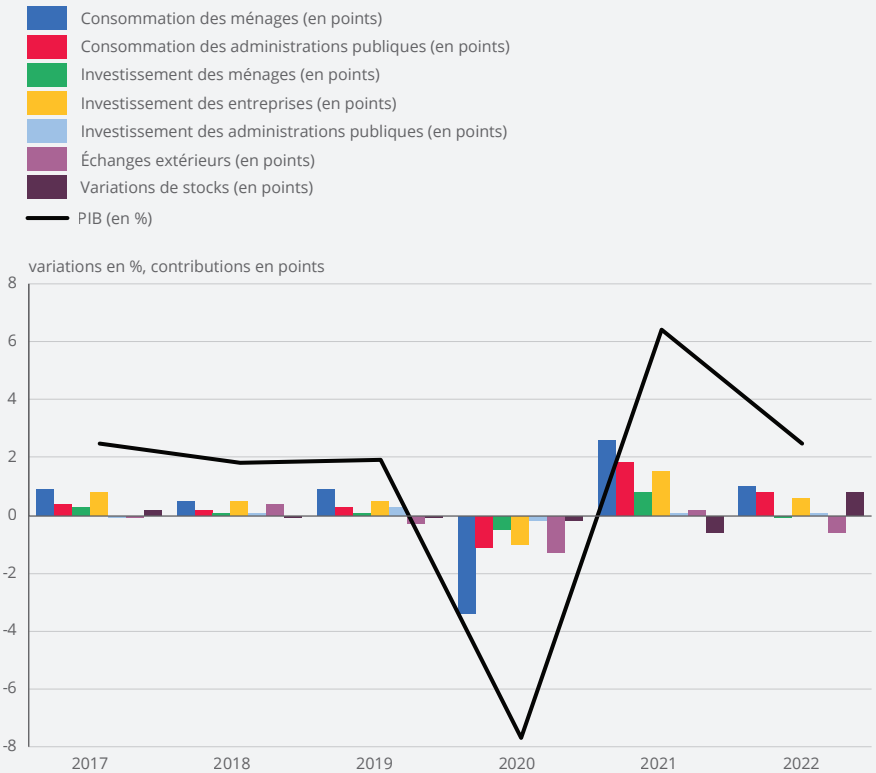
Pourtant, l'emploi salarié est resté dynamique et a connu un ralentissement moins marqué que l'activité économique, avec +337 000 emplois en fin d'année 2022 par rapport à la fin d'année 2021 (soit une hausse de 1,3 % entre fin 2021 et fin 2022). L'emploi salarié dépassait ainsi fin décembre 2022 de 4,5 % son niveau d'avant la crise sanitaire, soit près de 1,2 million d'emplois supplémentaires dont un tiers en contrat d'alternance. Ces créations d'emplois sont surtout concentrées dans le tertiaire marchand (+820 000 emplois fin 2022 par rapport à fin 2019), la construction

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes



* dont excédent brut d'exploitation des ménages purs.
Lecture : en 2022, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a augmenté de 0,2 % ; les revenus d'activité ont contribué à cette croissance à hauteur de 5,2 points.
Source : Insee.

► 4. Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).
Lecture : en 2022 le PIB a augmenté de 2,5 % ; la consommation privée des ménages a contribué à cette croissance à hauteur de 1,0 point.
Source : Insee.

(+115 000) et le tertiaire non-marchand (+161 000). Ce dynamisme de l'emploi salarié a soutenu le pouvoir d'achat des ménages par le biais des revenus d'activité. Le taux de chômage a diminué de 0,3 point entre fin 2021 et fin 2022, après une baisse de +0,7 point l'année précédente. Il a ainsi atteint +7,1 %, son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2008 (si on excepte le recul ponctuel en « trompe-l'œil »[2] du deuxième trimestre 2020, pendant le premier confinement).

La demande intérieure a fortement ralenti, dans un contexte d'atonie du pouvoir d'achat et de resserrement des politiques monétaires

Dans un contexte de forte inflation et de quasi-stabilité du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a fortement ralenti au cours de l'année 2022, jusqu'à se replier fortement au quatrième trimestre. Elle n'a ainsi augmenté que de 2,1 % en 2022, malgré des effets d'acquis importants fin 2021. Les baisses de consommation se sont concentrées dans les produits les plus soumis à l'inflation, c'est-à-dire l'alimentaire et l'énergie. Le taux d'épargne des ménages s'est établi à +17,5 % en moyenne annuelle 2022, soit +2,5 points au-dessus de son niveau moyen de 2019.

En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier a ainsi diminué de 1,3 % en 2022 par rapport à 2021. L'investissement des entreprises, quant à lui, a résisté, avec une croissance annuelle de 3,8 % : outre le dynamisme persistant de l'investissement en services informatiques, l'allègement des difficultés d'approvisionnement pour la fabrication de matériels de transport, en milieu d'année, a permis un rattrapage de l'investissement en produits manufacturés. De plus, le taux de marge des sociétés non financières s'est situé, en moyenne sur 2022, à 31,7 % de leur valeur ajoutée, soit un niveau proche de l'année 2018, préservant leur capacité à investir malgré les fortes tensions inflationnistes. Cela représente cependant une baisse du taux de marge de 2,2 points par rapport à 2021, avec la fin du recours massif à l'activité partielle et du versement du Fonds de solidarité.

La demande intérieure finale a ralenti en France mais aussi dans le reste de la zone euro, tandis que les confinements en Chine pénalisaient ses échanges commerciaux et flux touristiques. La demande mondiale adressée à la France a ainsi pesé sur les exportations françaises en volume, dont la croissance de 7,2 % en 2022 masque un ralentissement quasi-continu au fil des trimestres. Les importations, de leur côté, ont davantage augmenté que la demande intérieure (8,7 % en 2022, après 9,2 % en 2021) : la baisse de production nationale d'électricité s'est traduite par des importations équivalentes. Le commerce extérieur a ainsi contribué négativement, à hauteur de -0,6 point à la croissance du PIB ► **figure 4**. La consommation comme l'investissement des administrations publiques ont ralenti en 2022, l'année 2021 ayant été marquée par la reprise consécutive aux confinements de 2020 mais également par l'essor des dépenses de vaccination. La consommation des administrations publiques a ainsi augmenté de 2,9 % en 2022, et leur investissement de 1,5 %. ●

Jules Baleyte et Jérémy Marquis (Insee)

2 Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.